

Résumé analytique

Les deux derniers exercices (2005 et 2006) ont été marqués, dans le monde entier, par d'importantes interactions entre la Banque mondiale et la société civile dans le cadre du dialogue sur l'action à mener et de la collaboration au niveau des opérations. La Banque et les parties prenantes gouvernementales reconnaissent la contribution cruciale de la société civile à la lutte contre la pauvreté et à la promotion d'un développement durable.

Le rapport de la Banque intitulé *Issues and Options for Improving Engagement Between the World Bank and CSOs* publié en mars 2005 est l'aboutissement de plusieurs années d'un travail qui a donné lieu à des examens à l'échelle de la Banque ainsi qu'à des consultations extérieures. Il expose les grandes tendances, les questions, les risques et les opportunités qui caractérisent les relations entre l'institution et les organisations de la société civile (OSC) et présente un plan d'action en dix points. Il a été un guide précieux pour la Banque qui cherchait à renforcer ses interactions futures avec la société civile à une époque marquée par un changement de direction. Le président sortant, Jim Wolfensohn, avait insisté sur l'importance que revêt la collaboration entre la Banque et la société civile pour la politique et les opérations de développement ; le nouveau président, Paul Wolfowitz, a montré durant sa première année à la tête de l'organisation, qu'il avait l'intention de poursuivre dans cette voie.

Durant les exercices 05 et 06, la Banque a participé, dans le monde entier, à des dialogues et des consultations avec les organisations de la société civile, qui ont porté sur toute une gamme de questions fondamentales telles que les industries extractives, la réduction de la dette, les mesures de sauvegarde environnementales et sociales, et sa stratégie de développement social, ainsi que sur un nombre de projets controversés financés par la Banque comme l'oléoduc Tchad-Cameroun, le projet d'hydroélectricité Nam Theun 2 en République démocratique populaire lao et la mine Marlin au Guatemala. La Société financière

internationale (SFI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) ont également continué d'établir des contacts avec la société civile. En particulier, la SFI a poursuivi un vaste processus de consultation en vue de la révision de ses normes de performances sociales et environnementales et de sa politique d'information. Dans le cadre de toutes ces discussions — qui ont eu lieu durant une série de sessions consacrées aux politiques institutionnelles lors des assemblées annuelles et des réunions de printemps 2004 à 2006, dans le cadre de vidéoconférences permettant à plusieurs pays à la fois de dialoguer avec M. Wolfensohn et M. Wolfowitz, ainsi que lors de contacts directs, la Banque a réuni de nombreux points de vue divergents émanant de membres de la société civile du monde entier, qui ont contribué à la formulation des grandes orientations et à la conception des projets adoptés par les administrateurs.

Le Forum sur la politique mondiale relative à la société civile organisé par la Banque mondiale, qui s'est déroulé pendant trois jours à Washington en avril 2005, a été une importante occasion de tenir un dialogue sur l'action à mener. Cette réunion a rassemblé environ 200 chefs de file de la société civile, délégués des autorités nationales, parlementaires, représentants des organismes bailleurs de fonds, membres des services du Fonds monétaire international et directeurs de la Banque de plus de 50 pays. Le forum a marqué une étape importante des relations entre la Banque et la société civile en permettant à des acteurs très divers — notamment des représentants des OSC de pays développés et des pays en développement, des pouvoirs publics de différents pays, des parlementaires et les administrateurs de la Banque — d'examiner les relations entre cette dernière et la société civile dans le monde entier.

Des consultations ont également eu lieu au niveau des pays à propos des stratégies d'aide-pays (CAS) et des stratégies de réduction de la pauvreté (SRP), qui ont donné lieu au recours à toute une



Rencontre de représentants d'OSC durant les Assemblées annuelles (septembre 2005, Washington)

gamme d'instruments tels que sondages d'opinion, ateliers techniques, réunions de groupes de discussion et consultations en ligne (se reporter aux Annexes I et II pour de plus amples informations sur ces processus). En ce qui concerne les CAS, un examen a permis d'établir que des consultations avec la société civile avaient été organisées pour 50 (soit 73 %) des 68 documents relatifs à l'aide-pays approuvés en 2005 et en 2006. Un autre examen a aussi permis d'établir que la plupart des SRP avaient bénéficié de la participation de la société civile, bien que l'envergure et le degré de cette participation aient différé selon les pays. La Banque a par ailleurs continué d'intensifier ses efforts en vue de promouvoir la participation des citoyens aux actions menées pour tenir les gouvernements comptables des résultats qu'ils doivent produire. Le programme de « responsabilité sociale » couvre la fourniture d'un appui à l'application de procédures participatives d'établissement du budget et d'évaluations citoyennes et d'une aide aux pouvoirs publics aux fins du renforcement d'un cadre propice à une participation de la société civile dans un certain nombre de pays en développement.

La Banque a également favorisé une importante participation de la société civile aux projets qu'elle finance, et elle a pu établir que 217 (soit 72 %) des

302 prêts approuvés par les administrateurs en 2006 avaient bénéficié de la participation de la société civile. Les exemples de participation aux opérations de prêt financées par la Banque abondent, allant de l'évaluation de la conception d'un projet à la fourniture de formations techniques, et de l'obtention de fonds au titre de services sociaux à l'évaluation des projets. La coopération entre la Banque et les OSC dans le cadre des efforts de secours et de reconstruction après le passage du tsunami en 2006 est particulièrement notable à cet égard. La SFI poursuit l'Initiative en faveur du renforcement de l'entreprise locale avec des groupes de la société civile dans le monde entier pour fournir un appui aux microentreprises et aux entrepreneurs locaux, et a ouvert la boutique Pangea au siège pour y vendre les produits d'artisanat de ces groupes.

Bien que l'aide de la Banque revête principalement la forme de prêts aux gouvernements, l'institution continue d'élaborer des mécanismes pour accorder directement des dons à des milliers d'OSC dans le monde. Les dons de la Banque ont appuyé des efforts menés par les OSC pour promouvoir l'éducation des filles, la protection de l'environnement, la prévention du sida, le développement des jeunes et la reconstruction à l'issue d'un conflit,

pour ne citer que quelques domaines d'intervention. Le programme de microfinancements et les concours mondiaux et nationaux du Marché du développement ont permis de contribuer au financement de centaines d'initiatives novatrices d'OSC notamment, pour la première fois, en Chine.

La Banque a également appuyé les efforts de milliers de groupes communautaires poursuivant des actions de développement et de réduction de la pauvreté au niveau local par le biais de projets de fonds sociaux basés dans les pays et de projets de développement de proximité. Selon les estimations, jusqu'à un milliard de dollars par an, soit 5 % du portefeuille annuel de la Banque, est attribué aux OSC par le biais de ces types d'interventions de proximité. Par ailleurs, le Programme de relations citoyennes de la Banque accorde des dons à des organismes sans but lucratif établis à Washington, et encourage son personnel à aider directement des groupes locaux en autorisant des prélèvements sur leur salaire et en faisant du bénévolat ; il organise aussi des stages pour des élèves et effectue des dons en nature, par exemple d'ordinateurs et de téléphones cellulaires usagés.

Au niveau des régions, la Banque a continué de solliciter la participation de la société civile par le biais de différents mécanismes et programmes. En Afrique, elle a encouragé une large consultation des OSC pour les CAS de six pays et elle a continué d'accroître son portefeuille de projets de développement de proximité. Le Programme plurinational de lutte contre le sida a décaissé un montant de l'ordre de 300 millions de dollars en faveur de plus de 50 000 organisations communautaires africaines aux fins de la poursuite d'activités d'éducation, de prévention et de traitement du sida dans toute l'Afrique. Dans toutes les régions, la participation de la société aux réformes associées à la Banque et aux processus de dialogue national comme ceux de la SRP et de la CAS ont permis d'obtenir des informations et de préciser les politiques nationales et les stratégies de la Banque.

Le processus de démocratisation et d'ouverture de l'espace politique se poursuit en Europe de l'Est et en Asie centrale. Dans ce contexte, la Banque a maintenu son appui au renforcement de la société civile en encourageant sa participation au dialogue sur l'action à mener et aux opérations qu'elle finance, ainsi que son soutien financier aux initiatives de développement. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la société civile continue d'être incluse dans les entretiens sur l'action à mener et

les opérations de prêts de la Banque par le biais de diverses stratégies et programmes régionaux. Ceux-ci ont notamment permis de promouvoir la participation, l'accès à l'information et des mécanismes de responsabilisation dans le contexte d'un certain nombre de prêts et tout au long du cycle du projet, notamment en Équateur, au Mexique, en République bolivarienne du Venezuela et en République dominicaine.

La collaboration entre la Banque et la société civile dans le cadre du dialogue sur l'action à mener et des opérations s'est sensiblement resserrée dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord en 2005 et 2006. Les relations de confiance entre la Banque et les OSC, les médias et les parlementaires se sont améliorées à la suite d'interventions particulières, ce qui a permis aux divers intervenants d'aborder des questions aussi délicates qu'importantes comme la parité homme-femme et la réforme de la gouvernance dans ces pays. Les rapports entre la Banque et la société civile en Asie du Sud ont également continué d'évoluer et de se resserrer au cours des dernières années. La Banque dialogue plus fréquemment avec d'importantes OSC, en particulier les groupes de jeunes de la région, sur ses grandes orientations et ses opérations. Outre les consultations et les partenariats établis avec de nombreuses OSC internationales basées dans des pays développés, l'Équipe de la société civile mondiale a également fourni un appui et une formation aux réseaux de la société civile aux États-Unis, en France, en Italie, aux Pays-Bas et au Japon qui ont demandé à bénéficier d'un appui pour pouvoir travailler plus efficacement avec la Banque à diverses initiatives de développement.

La Banque a aussi continué de collaborer activement avec des groupes particuliers durant les exercices 05 et 06, notamment les enfants et les jeunes, les personnes handicapées, les populations autochtones et les parlementaires. Les interactions ont été fonction des domaines d'intérêt des groupes, de l'évolution des priorités au niveau des programmes de la Banque et des importantes rencontres qui ont été organisées. Les travaux menés par la Banque avec les jeunes, par exemple, ont donné lieu à des consultations tenues avec plus de 3 000 jeunes de 30 pays différents pour obtenir des informations sur leurs besoins aux fins du Rapport sur le développement dans le monde 2007 qui est consacré à la jeunesse et au développement. La Banque a continué de se tourner vers des

organisations religieuses pour une large gamme de questions de développement, notamment l'impact de la mondialisation, en passant par *World Faiths Development Dialogue* et en poursuivant pendant trois ans un processus de dialogue et de réflexion critique avec le Conseil œcuménique des églises. Elle a mis au point la nouvelle version de sa Politique pour les populations autochtones à l'issue d'un processus intensif mené sur plusieurs années auquel ont participé des centaines de chefs de file des populations autochtones, des représentants de l'État, des représentants d'OSC et des universitaires du monde entier. Des syndicalistes et des représentants d'organisations de personnes handicapées de toutes les régions sont venus à la Banque participer à des conférences de haut niveau, tandis que la Banque a continué de rechercher des contacts avec les parlementaires dans le cadre du dialogue sur l'action à mener à l'occasion de l'année du développement en 2005, et a organisé la visite d'un certain nombre de ses projets par des parlementaires.

Les deux dernières années n'ont fait que confirmer l'évolution des relations entre la Banque et la société civile : le dialogue s'intensifie sur les questions de fond au niveau mondial et la collaboration se resserre dans le

cadre des opérations au niveau des pays. Non seulement le dialogue sur l'action à mener pour des questions complexes et délicates au niveau mondial devient plus aisé, mais aussi le processus de la SRP continue d'ouvrir un plus grand espace politique à la coopération entre la société civile et le gouvernement au niveau national. Sur le plan opérationnel, comme les efforts conjoints de reconstruction en Asie après le tsunami l'ont prouvé, la société civile et les gouvernements peuvent jouer un rôle complémentaire dans le cadre d'un partenariat pour le développement. Toutefois, comme le rapport de la Banque lui-même et diverses critiques formulées par des OSC l'ont fait valoir, l'institution devra surmonter de nombreux obstacles pour pouvoir exploiter les vastes opportunités que le dialogue et la collaboration entre la Banque et la société civile peuvent offrir. La Banque doit améliorer ses mécanismes d'intégration et de responsabilisation de la société civile ; veiller à ce que les meilleures pratiques soient appliquées de manière plus systématique dans toute l'institution et encourager les gouvernements de ses pays membres à créer un cadre plus porteur pour permettre à la société civile de s'épanouir.